

Juste Terre!

mensuel n° 211 | juin 2024



© Shutterstock / Lucy Brown

Ne pas se résigner, jamais

Le monde est injuste ? Et alors, qu'y puis-je ? Le climat est foutu ? Ce n'est pas notre échelle qu'on pourra le sauver, autant s'adapter. Le Congo, Haïti ? Cela n'ira jamais mieux. L'Ukraine, le Proche-Orient ? On ne trouvera jamais de solution. Le chômage, la pauvreté ? Ce n'est pas à nous de résoudre ce que les politiques ne font rien pour résoudre...

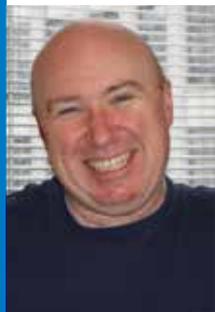
En cette période d'élections, gageons que nous avons toutes et tous entendu ce type de remarques défaitistes ou résignées que, malheureusement, l'époque ne contredit pas réellement. Pourtant, au-delà du devoir citoyen et de citoyenne que représente l'exercice du droit de vote, notre pouvoir d'action ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.

Ne pas se résigner, ne jamais se résigner, c'est croire, encore et toujours, à un avenir meilleur pour le monde et pour nous. C'est croire en une justice sociale pour chacun et chacune de nos semblables. C'est croire que notre planète n'est pas encore vouée à mourir d'épuisement et de suffocation. C'est croire que chacune, chacun d'entre nous peut encore apporter sa petite contribution. C'est l'exemple que nous ont récemment donné la société civile du Guatemala comme les Grands-parents suisses pour le climat, vous le lirez dans les pages qui suivent.

En termes de plaidoyer comme d'action, en Belgique comme dans les pays du Sud, nous avons choisi de ne pas nous résigner, de continuer à nous battre et d'y croire. Avec votre soutien indispensable. Car perdre espoir, c'est renoncer. Et renoncer, c'est perdre espoir.

Édito

© Jean-François Lauwens
chargé de communication





Au Guatemala, notre programme pour le droit à l'alimentation porte ses fruits

© Un dossier de *Quentin Minsier*

Entraide et Fraternité mène depuis deux ans un programme quinquennal (2022-2026) qui a pour objectif d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire de plus de 1000 paysans et paysannes indigènes grâce au développement d'une agriculture familiale rentable et durable. Ces communautés paysannes vivent dans 14 municipalités des départements de Sololá, Quetzaltenango, Retalhuleu et Huehuetenango, situées dans le sud et l'ouest du Guatemala. Entraide et Fraternité soutient dans ce cadre quatre organisations locales issues des communautés indigènes : Coindi, Ceiba, Serjus et Asocuch.

Des femmes expulsées font revivre le désert

Accompagner les femmes indigènes à sortir de la pauvreté constitue une priorité du programme d'Entraide et Fraternité.

Le long de la côte, l'environnement est désertique. Il est très difficile de cultiver quoi que ce soit. Pourtant, c'est le seul endroit où un groupe de paysannes chassées de leur terre par la guerre civile et ensuite par les multinationales ont pu trouver refuge. Sous une chaleur étouffante, elles essaient de faire fleurir cet environnement désertique.

Grâce au soutien de Ceiba, partenaire local d'Entraide et Fraternité, le défi est relevé. Les paysannes de la communauté Monte Cristo ont été

accompagnées dans la production de semences locales résistantes au climat local, dans la gestion de l'eau, dans les différentes manières de cultiver sans recourir aux pesticides, etc. Résultat : les récoltes sont fructueuses. Mais encore faut-il



Grâce à nos partenaires, les paysannes locales peuvent à nouveau vendre leurs fruits.

Les grands objectifs du programme



1008 paysans

et paysannes

augmentent leurs revenus
grâce à l'agroécologie

34 entreprises

agricoles sont créées par
les femmes et les jeunes

11 propositions

politiques en faveur
d'une agriculture durable
sont soumises aux autorités



135 paysans et

paysannes intègrent les
conseils de développement
locaux pour défendre
l'agriculture familiale
durable



Des résultats probants après deux années



Les revenus des paysans et paysannes accompagnés par Coindi ont **augmenté de 3%**

96 paysans et paysannes ont amélioré la qualité de leur alimentation

21 entreprises agricoles ont déjà été créées par des femmes et des jeunes



9 propositions politiques ont déjà été soumises aux autorités

111 paysans et paysannes ont déjà intégré les conseils de développement locaux



réussir à les vendre. Un autre défi relevé par ces femmes que rien n'arrête. Avec l'appui de Ceiba, elles ont obtenu des autorités la mise en place d'un petit marché local. Une belle réussite pour ces paysannes aujourd'hui autonomes.

Nos partenaires demandent le respect de la démocratie

Le 14 janvier, Bernardo Arevalo, du Parti social-démocrate, a pris ses fonctions comme président du Guatemala. Fils du premier président démocratiquement élu, il est le premier progressiste à la tête du pays depuis 70 ans. Le nouveau président a dû faire face, depuis sa victoire inattendue, à de nombreuses persécutions judiciaires de la part d'autorités largement corrompues. Ce qui a provoqué la mobilisation du peuple guatémaltèque et, particulièrement, des communautés indigènes.

Les partenaires d'Entraide et Fraternité ont ainsi massivement participé à la grève générale exigeant le respect des résultats des élections démocratiques. Le pays a été bloqué durant plusieurs semaines.

Cette mobilisation a permis de faire échouer les tentatives d'annuler les résultats.

À présent, les partenaires d'Entraide et Fraternité attendent la concrétisation des engagements pris par Arevalo, en particulier en matière de lutte contre la corruption et pour une meilleure représentation des populations indigènes.

En 1996 s'est achevée la guerre civile commencée dans les années 1960 et qui connut son apogée entre 1978 et 1984. Au début des années 80, la répression sauvage des populations mayas pauvres a mené à l'« holocauste silencieux » (30.000 à 60.000 Mayas tués). Quelque 10,3 millions des 17,6 millions de Guatémaltèques vivent sous le seuil de pauvreté.



« Un jeune guatémaltèque qui sort de la rue, c'est déjà une énorme victoire »

⊕ Propos recueillis par **Quentin Minsier**



Julie Sancho, chargée des partenariats d'Entraide et Fraternité avec l'Amérique latine, s'est rendue au Guatemala en mars dernier à la rencontre des différents partenaires locaux de l'association. Une mission qui a pu être menée à son terme, au contraire de la précédente en octobre de l'année passée, écourtée à cause des fortes mobilisations démocratiques ayant paralysé le pays.

Quel est le sentiment des communautés indigènes qui se sont mobilisées pour le respect de la démocratie ?

Les communautés indigènes sont très fières de l'ampleur du mouvement. Le mouvement lancé par les autorités indigènes a, en effet, réuni tout le peuple guatémaltèque. La grande participation des femmes et des jeunes, traditionnellement moins impliqués dans les revendications publiques, constitue également une forte satisfaction. Cependant, les communautés restent vigilantes car le nouveau président a une marge de manœuvre réduite. Son parti est minoritaire dans les différentes instances comme le Congrès. Le président avait, par exemple, promis une meilleure représentation des indigènes dans le gouvernement. Or, seule une femme a été nommée... Le chemin est encore long même si cela constitue une première avancée.

Comment avance le programme quinquennal d'Entraide et Fraternité lancé en 2022 ?

Très bien ! J'ai participé à un séminaire qui a rassemblé les partenaires d'Entraide et Fraternité au Guatemala mais également ceux du Nicaragua ainsi que la coordinatrice péruvienne du programme au Pérou, Lidia Rojas Matos. Ce fut un moment très riche. Nous avons abordé trois axes essentiels : l'égalité de genre, le

plaidoyer auprès des autorités pour un changement des politiques publiques et la transition vers l'agroécologie. Nous avons beaucoup débattu d'un outil qui permet de mieux visualiser les avancées vers l'adoption de l'agroécologie et, donc, de construire des projets encore plus efficaces. Tous les partenaires sont très intéressés et comptent l'adapter aux réalités de leur pays. Ce serait une belle avancée pour atteindre les objectifs du programme.

Qu'est-ce que vous retenir de ces rencontres avec les communautés paysannes ?

La force des différents groupes de femmes qui vivent dans des régions isolées au climat extrêmement difficile. Outre le groupe de femmes soutenues par Ceiba, la vingtaine de femmes vivant à San Juan Oxtuncalco et soutenues par



Julie Sancho et l'équipe de Coindi



Grâce à Coindi, les femmes vendent leur propre production au marché local.



notre autre partenaire local Serjus m'a beaucoup inspirée. Elles ont mis en place des groupes d'épargne solidaire. C'est vraiment sur le terrain que j'ai compris leur importance. Ces groupes leur permettent de gérer leur propre argent, de ne plus dépendre de leur mari pour la gestion des revenus et de visibiliser la richesse qu'elles produisent. C'est un véritable outil d'émancipation. Elles développent ainsi de nouvelles activités génératrices de revenus (production d'engrais biologique, de maïs transformé, etc.) qui améliorent les conditions de vie de toute la communauté. J'ai également été marquée par la prégnance de la culture maya. Chaque journée a, par exemple, débuté par une cérémonie sur l'énergie du jour selon le calendrier maya. Un moment vraiment fort.

Quel impact a eu la pandémie sur les jeunes vivant dans la rue ?

La drogue et la violence qu'elle génère toujours s'est fortement répandue dans les rues. Les organisations criminelles ont profité de la pandémie pour s'implanter davantage dans le centre de la capitale. Les jeunes de la rue sont une cible de choix. Elles poussent les jeunes à consommer de la drogue afin d'oublier leurs conditions de vie difficiles ou bien les engagent en tant que dealer et les menacent physiquement s'ils refusent. Il est plus difficile dans ce contexte pour le Mojoca de nouer un contact en toute sécurité avec les jeunes.

Qu'est-ce qui vous a le plus marqué durant ce temps passé chez Mojoca ?

La volonté énorme des jeunes d'une vie meilleure. De sortir du cycle de la violence, de faire des études, de trouver un travail et un logement. L'entraide entre les jeunes est également remarquable. Mais le chemin est parsemé d'obstacles. Il faut fournir beaucoup d'efforts pour établir un contact avec un ou une jeune vivant dans la rue et, ensuite, pour l'accompagner à se réinsérer. La clé du Mojoca réside justement dans le fait que l'organisation leur permet de se projeter sur le long terme, sans juger les jeunes.

Notre action envers les jeunes

Entraide et Fraternité soutient depuis plusieurs années le précieux travail du Mojoca (Mouvement des jeunes de la rue), qui est notamment actif dans le domaine du droit à l'alimentation.

Environ 5000 enfants et jeunes vivent dans la rue au sein de la capitale. Plus de 1500 ont plus de 18 ans. Leurs conditions sont très difficiles : violence, faim, maladies, drogue, etc. Le gouvernement national et les autorités locales n'interviennent pas et laissent les jeunes à leur triste sort.

Le Mojoca se mobilise pour faire respecter les droits les plus fondamentaux des enfants et des jeunes de la rue : santé, alimentation, éducation et préparation à la recherche d'un emploi décent permettant de vivre une vie digne. Les jeunes sont justement au cœur du fonctionnement du Mojoca : ils participent à son fonctionnement et à la prise des différentes décisions.

En 2024, Entraide et Fraternité soutient l'action globale du Mojoca afin de faire sortir 80 jeunes de la rue ayant entre 18 et 26 ans. Un public qui ne cesse de s'accroître. Au programme : visites de rue, aide alimentaire, assistance médicale et psychologique, formation à la santé, activités récréatives, formation au lancement de sa micro-entreprise, etc. Chaque jeune sera suivi individuellement. Un accent sera également porté sur le renforcement de leur estime de soi et sur la promotion de leurs droits.



Kevin, un jeune accompagné par Mojoca



La protection du climat reconnue comme un droit humain

⊕ Jean-François Lauwens

Les États et les multinationales ne sont plus à l'abri car les citoyens et citoyennes ordinaires ont décidé de ne plus attendre que les décideurs et décideuses mettent en application leurs promesses climatiques. Difficile encore, toutefois, d'invoquer un intérêt commun plutôt que personnel devant la justice.

Le 9 avril 2024 est une date historique. Pour la Suisse comme pour le reste du monde. Ce jour-là, à Strasbourg, la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a donné droit à la plainte des *KlimaSeniorinnen*, l'association suisse des femmes seniors pour la protection du climat. La CEDH a établi le droit à une protection par les autorités contre les effets néfastes graves du changement climatique sur la vie, la santé, le bien-être et la qualité de vie.

« En menant une politique climatique insuffisante, la Suisse viole nos droits humains. La politique suisse est insuffisante pour contenir le réchauffement mondial à moins de 1,5°C. Si chaque pays menait la même politique, on arriverait à 3°C et cela entraînerait des violations des droits humains autres, expliquent les *KlimaSeniorinnen*, qui regroupent 2500 femmes de plus de 64 ans. Le réchauffement climatique provoque des canicules plus fréquentes et plus intenses. Les personnes âgées, spécialement les femmes, sont parmi les plus

touchées par cette augmentation des canicules. Leur taux de mortalité s'en ressent. »

Comme les *KlimaSeniorinnen*, les Grands-parents pour le climat (GPC) belges font partie de l'EPG (Grands-parents européens pour le climat). Thérèse Snoy, leur présidente-fondatrice et ancienne députée fédérale Ecolo, se félicite que le sujet soit reconnu désormais comme un droit humain mais elle regrette « *que le système judiciaire soit ainsi fait qu'il empêche de défendre le bien commun. Pour pouvoir mener cette action, nos homologues suisses ont dû invoquer un désagrément personnel, l'impact du dérèglement sur les personnes âgées. Notre vision à nous, c'est de soutenir les générations futures, de travailler à l'intérêt commun, pour nos enfants, nos petits-enfants, pas de défendre les aîné-es. Une telle action n'est pas à l'ordre du jour pour nous, d'autant que nous nous sommes associé-es à l'affaire Climat avec de beaux résultats. »*



© Shervine Nafissi/Greenpeace



© Shervine Nafissi/Greenpeace

Les *KlimaSeniorinnen* suisses ont de quoi célébrer leur victoire.

Pour rappel, 70.000 citoyens et citoyennes ont intenté une action contre les autorités pour leur faire respecter leurs engagements. L'État belge, la Flandre et Bruxelles ont été condamnés par la Cour d'appel de Bruxelles à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55% en 2030. La Flandre a fait appel.

Hugues Falys, l'agriculteur qui s'attaque au géant du pétrole

⊕ *Jean-François Lauwens*

Un agriculteur de Lessines attaque le géant TotalÉnergies en justice pour ses atteintes au climat - et donc indirectement à son exploitation. Une première !

Hugues Falys n'est pas un inconnu dans le petit monde agricole wallon : c'est, en effet, le porte-parole du syndicat Fugea (Fédération unie de groupements d'éleveurs et agriculteurs) prônant l'agriculture durable. Soutenu par trois ONG - la Ligue des droits humains, Greenpeace et Fian -, il s'est présenté le 16 avril devant le tribunal de l'entreprise de Tournai, qui a fixé les plaidoiries à novembre 2025.

Agriculteur-éleveur depuis 30 ans à Lessines, pionnier de la transition

agroécologique, Hugues Falys a enduré plusieurs événements climatiques extrêmes dont des épisodes de sécheresse. Des pertes importantes, un surcroît de travail, un stress permanent et une immense inquiétude rythment son quotidien. Alors, Falys s'attaque à un géant tout puissant : le groupe français TotalÉnergies, un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre au monde, qu'il accuse - symboliquement - d'être le responsable des conséquences du dérèglement climatique qu'il subit.

Hugues Falys (au milieu) et des personnes qui le défendent





Décodage

Selon des historien-nes qui ont fouillé les archives de Total, la compagnie connaît depuis 1971 l'étendue de son impact sur le climat mais a entretenu la théorie d'une absence de preuve scientifique du dérèglement climatique.

Son bilan humain comme environnemental est désastreux partout dans le monde : l'ex-Total a refusé de se retirer de Russie sans subir de sanction, a mis des années à retirer son soutien à la junte militaire birmane, va reprendre son mégaprojet gazier au Mozambique... Des collectivités locales, dont les villes de Paris et de New York, ont assigné la compagnie multinationale pour « *inactivité climatique* ». De l'Ouganda au Kazakhstan, de l'Arctique russe à la Norvège ou

au Brésil en passant par les eaux sud-africaines, le groupe français est lié à au moins vingt-trois sites géants d'extraction d'hydrocarbures.

On appelle les projets d'extraction d'énergies fossiles (425 dans le monde) des « bombes carbone » ou « bombes climatiques ». À elles seules, les 23 bombes pétrogazières dont TotalÉnergies est l'opérateur ou l'actionnaire pourraient entraîner le rejet dans l'atmosphère de 12% du budget carbone total restant à l'humanité pour limiter le réchauffement sous la barre des 1,5°C, selon le GIEC.

Quelle que soit la décision de la justice, elle sera attentivement scrutée sur le plan jurisprudentiel.



ENTRAIDE &
FRATERNITE
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens,
V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

A. Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



Avec le soutien de



Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.



Nouvelles d'ici et d'ailleurs

En Belgique, la loi dette recalée in extremis

Grosse déception : alors que la dernière séance de la Chambre devait permettre le vote de la proposition de loi corédigée par Entraide et Fraternité, un parti de la majorité (Open VLD) s'est rétracté en dernière minute, faute d'avoir pu obtenir de contrepartie des autres membres du gouvernement. Notre texte visait à encourager

les créanciers privés à participer à l'effort d'allègement de la dette des pays du Sud.

Entraide et Fraternité et ses alliés (dont le CNCN-11.11.11, son homologue flamand 11.11.11, le CADTM, OXFAM) mettront tout en œuvre pour que le futur accord de majorité du gouvernement fédéral issu des élections du 9 juin prévoie l'adoption d'une loi pour faciliter les allègements de dettes des pays du Sud.